

Le 9 juin 2020

Lettre ouverte aux policiers et gendarmes

Comme une majorité silencieuse de Françaises et de Français, j'ai été scandalisé par le discours de Christophe Castaner qui a sali l'honneur des forces de l'ordre et cédé une nouvelle fois à la pression d'une minorité organisée.

Ce matin, j'ai exprimé mon inquiétude auprès du Premier Ministre en visite en Essonne. C'est dans mon département, souvenons-nous, que 4 policiers ont été pris dans un guet-apens de trafiquants de drogue qui ont voulu les brûler vifs. Deux agents ont été grièvement blessés. Hélas, 5 des 13 criminels ont été acquittés, les autres punis à des peines dérisoires.

Où étaient les marcheurs et autres personnalités du show-biz pour dénoncer ces violences ignobles contre les forces de l'ordre ? 18 agents sont blessés chaque jour pour nous protéger, 25 sont morts en 2018, laissant autant de familles meurtries.

La réalité de la France, ce sont les violences quotidiennes contre les forces de l'ordre et l'impunité généralisée de la voyoucratie et non pas un soi-disant « *racisme policier systémique* » ! Sont-ce les policiers ou les gendarmes qui brûlent la voiture des honnêtes travailleurs des quartiers ou qui terrorisent les habitants qui osent lever la tête face aux trafiquants mafieux ?

Oui le discours de Christophe Castaner est un tournant qui nous engage dans un engrenage terrible. Le gouvernement a choisi la honte et la soumission à la propagande communautariste en jetant un soupçon généralisé contre les forces de l'ordre pourtant exemplaires.

Bien sûr, toute bavure doit être condamnée et sanctionnée. Personne, dans la police ou la gendarmerie, ne souhaite protéger les paroles racistes ou les violences gratuites. Votre honneur et votre exemplarité de policier et de gendarme sont indissociables de votre engagement. D'ailleurs, les forces de l'ordre sont l'un des creusets de l'intégration de générations d'enfants d'immigrés qui ont trouvé dans la protection de la paix civile de la France la plus belle des vocations.

En osant institutionnaliser la suspension d'un policier ou d'un gendarme pour un simple « *soupçon avéré* » de racisme, le ministre Christophe Castaner crée une présomption de culpabilité !

Cette formule de « *soupçon avéré* » sans queue ni tête inventée pour s'acheter une bonne conscience auprès de la pensée unique va entraîner de multiples accusations injustes. Comment allez-vous pouvoir travailler si à chaque interpellation, vous craignez d'être accusés de racisme ?

Au contraire, j'ai affirmé auprès du Premier Ministre que la France devait remettre le respect et la protection des forces de l'ordre au cœur du pacte républicain.

J'ai demandé qu'on impose enfin des peines planchers lourdes contre toutes les agressions envers les forces de l'ordre et la haine « *anti-flic* ».

J'ai réclamé des moyens humains et financiers pour que vous puissiez faire votre travail avec les effectifs nécessaires, le bon matériel, des locaux dignes et des heures supplémentaires payées.

J'ai rappelé que l'Etat et la hiérarchie du Ministère de l'Intérieur devaient enfin vous soutenir pour reconquérir les territoires perdus de la France et que l'institution judiciaire devait arrêter son laxisme structurel pour ne pas libérer les criminels que vous appréhendez.

Dans une Nation qui sombre dans le désordre et l'injustice, vous pourrez compter sur moi pour défendre un ordre juste.



Nicolas DUPONT-AIGNAN
Député de l'Essonne
Président de *Debout la France*